



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et
de l'appui territorial**

Bureau de l'environnement et du développement durable

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

portant modification de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2016 d'autorisation d'exploiter une centrale d'enrobage à chaud et une centrale d'enrobage à froid de granulats routiers, par la société Braja Vesigne, à Signes, en application de l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Marseille du 2 octobre 2020.

Le préfet du Var,

Vu le code de l'environnement, notamment son titre 1er du livre V (parties législative et réglementaire) ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Evence RICHARD préfet du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021/44/MCI du 16 septembre 2021 portant délégation de signature à M. Serge JACOB, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2016 autorisant la société Braja Vesigne, dont le siège social est situé 19, avenue Frédéric Mistral, BP 71, 84102 Orange Cedex, à exploiter une centrale d'enrobage à chaud et une centrale d'enrobage à froid de granulats routiers à Signes, au lieu-dit Croquefigue ;

Vu l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Marseille du 2 octobre 2020 constatant l'illégalité de l'avis du préfet de région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en qualité d'autorité environnementale, rendu le 10 août 2015, mais estimant que ce vice est susceptible d'être régularisé par la consultation de la mission régionale de l'autorité environnementale (MRAe) du conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), autorité environnementale compétente pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu l'avis en régularisation rendu, le 30 décembre 2020, par la mission régionale d'autorité environnementale Provence-Alpes-Côte d'Azur, en tant qu'autorité environnementale, recommandant l'actualisation de l'étude d'impact de 2015, dans sa totalité, afin de prendre en compte les évolutions réglementaires et le contexte actualisé de l'environnement du projet, de compléter et réévaluer les incidences du projet sur les enjeux environnementaux, de revoir l'analyse quantitative et qualitative des effets cumulés et cumulatifs du projet, en identifiant les projets de nature à combiner leurs effets naturels avec ceux du projet porté par la société Braja Vésigne ;

Vu le mémoire en réponse de l'exploitant du 30 mars 2021 prenant en compte les recommandations de l'avis de l'autorité environnementale, notamment par l'actualisation de l'étude d'impact dans sa totalité ;

Vu l'avis favorable de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, délégation départementale du Var du 26 avril 2021 ;

Vu l'avis en régularisation rendu, le 21 juin 2021, par la mission régionale d'autorité environnementale Provence-Alpes-Côte d'Azur constatant la prise en compte des évolutions réglementaires, l'actualisation du contexte du projet et recommandant de justifier la non prise en compte d'éventuelles émissions de la centrale d'enrobage à froid dans l'étude des risques sanitaires, l'étude hydrogéologique et dans l'étude paysagère, ainsi que de compléter l'analyse des effets cumulés sur le trafic routier ;

Vu le mémoire en réponse de l'exploitant du 27 juillet 2021 ;

Vu le dossier actualisé présenté par la société Braja Vésigne comprenant, notamment, le dossier d'enquête initial et le dossier d'enquête complémentaire ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur du 2 août 2021 considérant que l'exploitant a répondu de manière appropriée aux recommandations de la MRAe, et estimant le dossier complet et régulier ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2021 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique complémentaire, à titre de régularisation, dans les formes prescrites par les articles L123-14 et R123-23 du code de l'environnement, sur le dossier de demande d'autorisation, complété, en vue d'exploiter une centrale d'enrobage à chaud et une centrale à froid de granulats routiers à Signes, lieu-dit Croquefigue, présenté par la société Braja Vesigne ;

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 27 septembre 2021 au 11 octobre 2021 inclus ;

Vu l'avis défavorable du conseil municipal de Signes du 21 octobre 2021 ;

Vu le rapport et l'avis favorable du commissaire enquêteur du 26 octobre 2021 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur du 23 décembre 2021 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 12 janvier 2022 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant à la lettre du 13 janvier 2022, dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Considérant que, suivant l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Marseille du 2 octobre 2020, seul le moyen tiré de l'irrégularité de l'avis émis le 10 août 2015 par le préfet de région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en qualité d'autorité environnementale, est de nature à entraîner l'annulation de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2016 susvisé ;

Considérant que la régularisation du dossier par la consultation de la mission régionale de l'autorité environnementale (MRAe) du conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), autorité environnementale compétente pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été mise en oeuvre, conformément à l'arrêt de la Cour administrative d'appel susvisé ;

Considérant que le pétitionnaire a répondu de façon satisfaisante aux recommandations dans son mémoire en réponse du 27 juillet 2021, joint à l'enquête publique complémentaire ;

Considérant qu'il a été fait application du point 61 de l'arrêt de la Cour administrative d'appel du 2 octobre 2020 en prescrivant une enquête publique complémentaire, conformément aux dispositions des articles L123-14 et R123-23 du code de l'environnement ;

Considérant que les réponses apportées par l'exploitant aux observations recueillies lors des consultations des services et lors de l'enquête publique complémentaire sont satisfaisantes ;

Considérant que les prescriptions techniques de l'arrêté d'autorisation du 27 septembre 2016 et celles du présent arrêté se révèlent suffisantes et adaptées pour intégrer l'ensemble des mesures préventives et préserver les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques ainsi que pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que seules quelques modifications mineures, issues du deuxième avis de la MRAe à la suite de la transmission de l'étude d'impact actualisée, sont proposées et portent sur :

- la diminution du nombre de cuves de la centrale d'enrobage à chaud (choix technique de l'exploitant) ;
- l'augmentation de la capacité de rétention disponible, qui passe de 222 m³ à 352 m³ ;
- des mesures de réduction de la pollution lumineuse en cas de travail nocturne.

Considérant que les conditions de délivrance de cette autorisation modificative en régularisation, fixées par l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Marseille sont, dès lors, réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

ARRÊTE :

Article 1er - Exploitant titulaire de l'autorisation

Les dispositions des articles 2.1.2 et 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2016 susvisé autorisant la société BRAJA VESIGNE, dont le siège social est situé 19, avenue Frédéric Mistral, BP 71, 84102 ORANGE, à exploiter, sur le territoire de la commune de Signes au lieu dit " Croquefigue ", parcelles I 446 et I 447, une centrale d'enrobage à chaud et une centrale d'enrobage à froid de granulats routiers, sont modifiées et complétées par celles des articles du présent arrêté.

Article 2 - Conformité au dossier d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant accompagnant sa demande.

Elles respectent également les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

Article 3 - Actualisation de rubrique

La rubrique 2521-1 (enrobage à chaud) étant passée sous le régime de l'enregistrement, le tableau figurant à l'article 1.2.1 est modifié comme suit :

Désignation des installations	Volume	Rubrique	Régime (1)	Rayon affichage
Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrale d') - à chaud	capacité de production de 160 t/h à 5% d'humidité. Capacité maximale: 230 t/h	2521-1	E	2 km

Articles 4 - Mesures en faveur de l'impact sur le milieu naturel

L'article 2.1.2 est complété comme suit :

« Les mesures de réduction suivantes sont mises en place par l'exploitant en cas de travail nocturne :

- les projecteurs des engins sont dirigés vers le sol afin de :
 - n'éclairer que la plateforme des centrales d'enrobage et non les milieux naturels voisins ;
 - limiter une trop large diffusion de la lumière afin de n'éclairer que la surface voulue.
- il est utilisé des ampoules à lumière jaune-orange, moins attractives pour les insectes ;
- le nombre de projecteurs est limité au strict minimum tout en permettant au personnel de travailler en toute sécurité. »

Article 5 - Mesures en faveur des rétentions et du confinement

Le 8ème alinéa du II de l'article 8.4.1 est modifié comme suit :

- « La centrale à chaud dispose d'une rétention où sont installées 4 cuves de stockage :
- 2 cuves verticales de bitume d'une contenance unitaire de 60 tonnes ;
 - 1 cuve horizontale compartimentée de 55 m³ de bitume et de 35 m³ de fuel lourd TBTS;
 - 1 cuve verticale de 8 m³ de GNR.

Ces cuves sont implantées dans une cuvette de rétention étanche dont le volume global est de 352 m³ dont :

- 218 m³ sont réservés à la prévention d'une pollution accidentelle liée à un incident au niveau des cuves de stockage. Ce volume est égal au volume pouvant être libéré ;
- 52,8 m³ minimum sont réservés au confinement des eaux d'extinction d'incendie ;
- 1,76 m³ correspondent au volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 l/m². »

Le 10ème alinéa de l'article 8.4.1 est complété comme suit :

Cette capacité de rétention est constituée des volumes du caniveau, de la tuyauterie d'évacuation et du séparateur d'hydrocarbures.

Les autres alinéas de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2016 restent inchangés.

Article 6 - Publicité

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

En vue de l'information des tiers :

Une copie de l'arrêté modificatif d'autorisation est déposée à la mairie de Signes et peut y être consultée.

L'arrêté est affiché à la mairie de Signes, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Var.

L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R181-38 du code de l'environnement.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'Etat dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 - Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Var, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur et la maire de Signes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var, au directeur général de l'agence régionale de santé (délégation départementale du Var), au directeur départemental des services d'incendie et de secours du Var ainsi qu'à la maire de Riboux et au président de la communauté d'agglomération Sud-Sainte-Baume.

Fait à Toulon, le 18 JAN. 2022


Le Préfet